

La marche triomphale de la très grande entreprise

LE MONDE ECONOMIE | 04.06.2015 à 13h16 | Par Pierre-Yves Gomez (Professeur à l'EM Lyon)



"Politique de la très grande entreprise. Leadership et démocratie planétaire", PUF, 280 pages, 21 euros. DR

Dès l'origine du capitalisme, la critique sociale porta sur la nature même de l'entreprise, qui donnait aux entrepreneurs le pouvoir d'orienter l'économie à partir de leurs intérêts ou de leurs projets. Critique radicale au sens où elle mettait en cause l'accumulation de moyens et de ressources économiques, et leur contrôle par les seuls détenteurs du capital. Le libéralisme dominant arguait que des milliers de petits entrepreneurs se faisant concurrence sur les marchés ne pouvaient imposer leur volonté à la société.

Cet argument fut fragilisé par l'apparition de la grande entreprise associée à la production et à la consommation de masse dans les années 1930. Elles avaient la capacité d'agir sur la société tout entière du fait de l'industrialisation des biens puis des services, des positions dominantes qu'elles pouvaient détenir mais surtout de ce que le philosophe Ivan Illich appellera les « *monopoles radicaux* », c'est-à-dire la production de produits qui formatent le goût et déterminent certains types de consommation de masse au point d'éliminer toute alternative (Ivan Illich, *La Convivialité*, Seuil, 1973).

La planète pour espace vital

Face à ces grandes sociétés nationales, l'Etat-nation était considéré comme un rempart naturel. Il pouvait définir les règles du jeu économique, éviter les abus de position dominante, voire démanteler les monopoles. La fiction des « trente glorieuses » opposa le pouvoir économique des grandes entreprises au pouvoir politique des Etats. La logique libérale se satisfaisait de cet équilibre puisque, finalement, il rendait le capitalisme socialement acceptable. Les multinationales étant supposées être sous la tutelle du politique, leur gouvernance était un sujet secondaire.

Une étape supplémentaire dans la logique inexorable de la concentration de ressources par les entreprises fut franchie dans les années 1980 avec la mondialisation. On vit émerger des firmes de taille gigantesque, dont l'espace vital est la planète. Leurs chaînes de production se développent sur des dizaines de pays ; leurs employés travaillent sur tous les continents. Elles se financent en utilisant l'épargne des ménages, constituée en vue de la retraite et placée en Bourse. Ainsi, les cent premières entreprises françaises ont-elles absorbé 95 % des levées de fonds boursières en vingt ans.

Qui contrôle désormais ces géants ?

Dans l'ouvrage qu'il consacre à la question, Olivier Basso, professeur au Conservatoire national des arts et métiers, affirme avec juste raison que ces entreprises sont devenues des puissances politiques qu'il faut traiter comme telles (*Politique de la très grande entreprise. Leadership et démocratie planétaire*, PUF, 280 pages, 21 euros). Leur gouvernance ne peut pas se définir comme s'il s'agissait de simples PME dilatées. Elles constituent une forme politique nouvelle, au même titre que, par exemple, les mégapoles.

Pouvoir souverain devenu démesuré

Face à elles, les Etats sont débordés. Des lois et des codes ont tenté de clarifier leur gouvernance en suggérant des normes de bonnes pratiques. Essentiellement, on a tenté de renforcer le conseil d'administration en imposant des administrateurs indépendants et une plus grande transparence des décisions. Mais, vingt-cinq ans après le début de la *corporate governance*, les résultats sont plutôt dérisoires.

Qu'attendre, par exemple, des dix membres (dont sept indépendants et trois dirigeants) du conseil d'administration d'un géant comme Google, quand le vrai enjeu est la concentration de la puissance économique et technologique d'une entreprise née en 1998, qui pèse 60 milliards de dollars (54 milliards d'euros) et contrôle 90 % du marché mondial des moteurs de recherche ? Il faudra bien revenir à la question radicale du pouvoir souverain, devenu démesuré, que détiennent les actionnaires et de l'usage qu'ils en font. Jusqu'où ce pouvoir est-il compatible avec une société libre ? Jusqu'où est-il encore légitime ?

En attendant, Google pratique l'optimisation fiscale pour payer moins d'impôts, et choisit de financer des recherches sur le posthumanisme et l'intelligence artificielle sans contrôle ni débat démocratique. La très grande entreprise poursuit sa marche vers l'indépendance.

Pierre-Yves Gomez (Professeur à l'EM Lyon)